



Le baromètre économique des services en France

Octobre 2012

Sommaire

Editorial	p. 2
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services	p. 3
Le chiffre d'affaires des services	p. 4
La valeur ajoutée des services	p. 5
Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services	p. 6
Les échanges extérieurs de services	p. 7
Le coût du travail dans les services	p. 8



Les atouts de l'économie française

Les perspectives économiques pour cette fin d'année – et la suivante – sont médiocres. La France, comme ses voisins européens, doit réaliser les objectifs de réduction de son déficit budgétaire et son désendettement public. Les marchés seront attentifs aux efforts menés et les tensions risquent donc de persister dans la zone euro sur fond de croissance "enlisée".

Dans ce contexte, les entreprises de services ne feront pas de miracle sur le plan de la création d'emplois ; elles pourraient ne pas en détruire, ce qui serait déjà en soi une bonne nouvelle.

L'essentiel :

L'activité des services a été volatile au 1^{er} semestre et pourrait se stabiliser dans les mois qui viennent.

L'emploi résiste de moins en moins et ne devrait pas montrer de signes d'amélioration au 3^{ème} trimestre.

Dans un climat économique apaisé, les fondamentaux dégradés demeurent et modèrent l'optimisme et la confiance des acteurs économiques.

Tout en guettant les signes de reprise, la France doit dans un premier temps engager les réformes de fond qui libéreront de nouvelles poches de croissance par l'amélioration de la compétitivité "hors-coût" de nos entreprises. C'est le sens des négociations sociales "pour une meilleure sécurisation de l'emploi" qui devraient apporter davantage de flexibilité et de réactivité à notre marché du travail. Nos voisins européens se sont déjà engagés avec succès dans ces réformes, il est vrai peu populaires. La France est au pied du mur et doit maintenant les réaliser.

Il faut également s'attaquer à la compétitivité "coût" de nos entreprises. Au fil des années, de nombreux rapports ont mis en exergue le déséquilibre de nos prélèvements obligatoires : trop axés sur le travail, pas assez sur la consommation. Le Medef propose un transfert massif de cotisations sociales sur une assiette plus large (Tva, Csg) pour créer un "choc de compétitivité". Le Gouvernement reprendra-t-il cette idée... que devrait lui suggérer Louis Gallois dans son rapport attendu sur la compétitivité des entreprises ?

Enfin, comme le souligne Laurence Parisot, le Gouvernement doit également prendre des mesures pour réduire l'enveloppe des prélèvements qui pèsent sur les acteurs économiques (entreprises, ménages). Cela passe par la réduction du poids de l'Etat et de ses interventions dans l'économie marchande. Le GPS appelle donc à une réflexion sur l'incitation à l'externalisation des activités de services actuellement gérées en direct par l'Etat ou les collectivités publiques, afin de les confier à des entreprises. Ces dernières, fortes de leurs savoir-faire spécifiques et sachant maîtriser les coûts, sont des acteurs crédibles pour concourir à la maîtrise de la dépense publique, garantir la meilleure utilisation des équipements publics et offrir des services plus innovants.

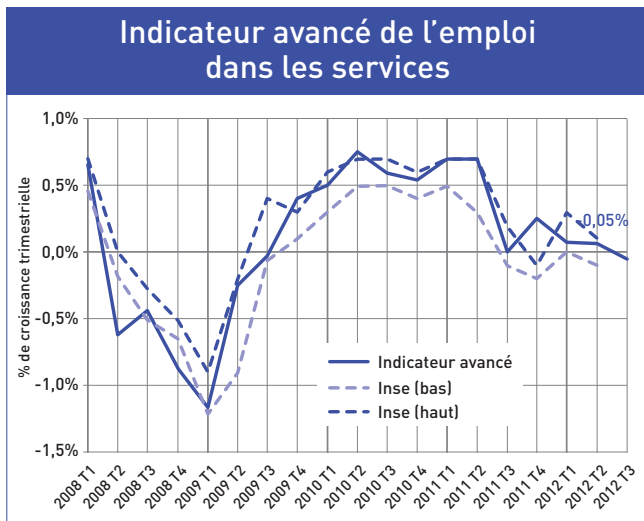
La Rédaction

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services

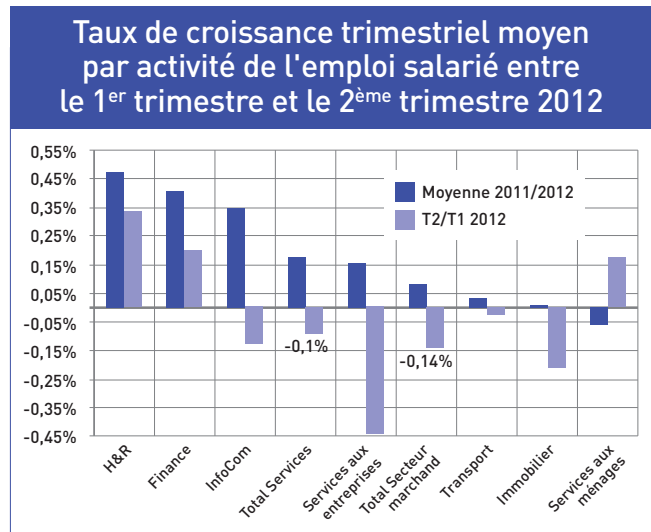
La tendance de l'emploi salarié dans les services deviendrait négative au 3^{ème} trimestre.

Selon nos estimations, les effectifs de l'emploi salarié dans les services devraient légèrement reculer (-0,05%) au 3^{ème} trimestre 2012. Cette baisse représenterait une destruction d'un peu moins de 4 200 postes sur un total de 8,37 millions dans le secteur (à la fin du 3^{ème} trimestre).

Compte tenu de la stagnation économique, la question de l'emploi ne porte dorénavant plus sur l'orientation de la tendance mais sur le rythme de destructions d'emplois dans l'ensemble de l'économie. Les services ont jusque là montré leur capacité de résistance, mais cela peut-il durer encore ?



Source : Insee.



Source : Insee, comptes trimestriels.

La persistance d'une conjoncture économique déprimée pourrait avoir déjà entamé leur capacité de résistance, comme le laisse supposer l'indicateur avancé de l'emploi. Ce niveau dépassé, il faudrait alors s'attendre à une accélération des destructions d'emploi dans l'économie française.

“ La capacité de résistance de l'emploi dans les services pourrait déjà être entamée ”

Note Méthodologique :

L'emploi constitue la variable économique clé (avec la valeur ajoutée) pour un tableau de bord sectoriel. En effet, l'évolution de l'emploi renseigne sur la tendance de fond de l'activité dans la mesure où l'accroissement des effectifs constitue une anticipation positive de la conjoncture pour un employeur. Cependant, les chiffres de l'emploi sont publiés avec un décalage qui peut être gênant pour l'analyse conjoncturelle et pénalise la réactivité du décideur.

Pour un trimestre T, l'Insee ne publie les chiffres de l'emploi que lors du trimestre suivant : une première estimation "flash" peu détaillée vers le milieu de T+1, suivie en général, deux semaines après par des chiffres sectoriels provisoires, qui feront l'objet de plusieurs révisions. Pour les indicateurs économiques majeurs tels que l'emploi, l'Insee publie en effet plusieurs estimations étalées dans le temps. C'est pourquoi l'indicateur avancé de l'emploi du GPS est présenté dans une "bande de prédiction" bornée par les deux estimations extrêmes fournies par l'Insee pour une période donnée.

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services du GPS permet d'anticiper la publication "flash" de l'Insee. Dès la fin du trimestre T, le GPS dispose d'une estimation de l'emploi pour le trimestre qui vient de s'écouler, ainsi que pour le trimestre à venir. Soit une avance de respectivement 45 et 15 jours sur les chiffres publiés par l'Insee. Le champ couvert est celui du tertiaire marchand hors commerce, ce qui correspond au champ du GPS, dans les limites des nomenclatures disponibles.

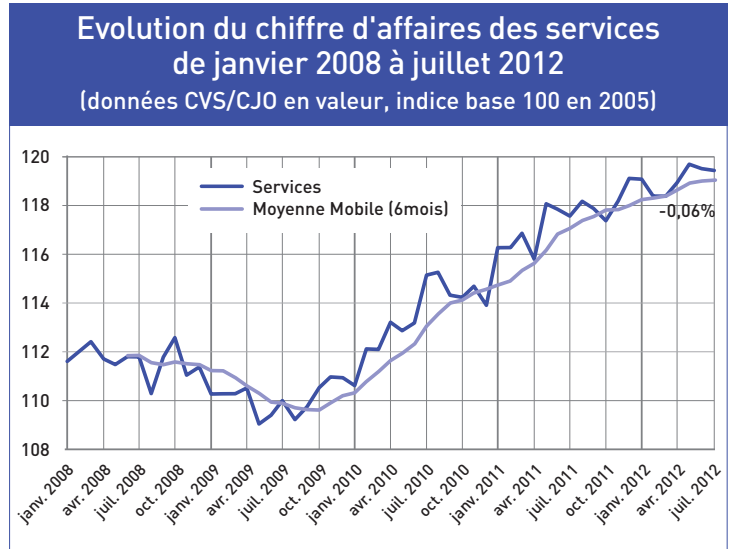
1 Voir à ce sujet le récent rapport du Conseil d'Orientation de l'Emploi "L'emploi et les politiques d'emploi depuis la crise", mai 2012.



Le chiffre d'affaires des services

L'activité des services est en léger repli de -0,06% en juillet 2012 après un 1^{er} semestre marqué par la volatilité de l'activité.

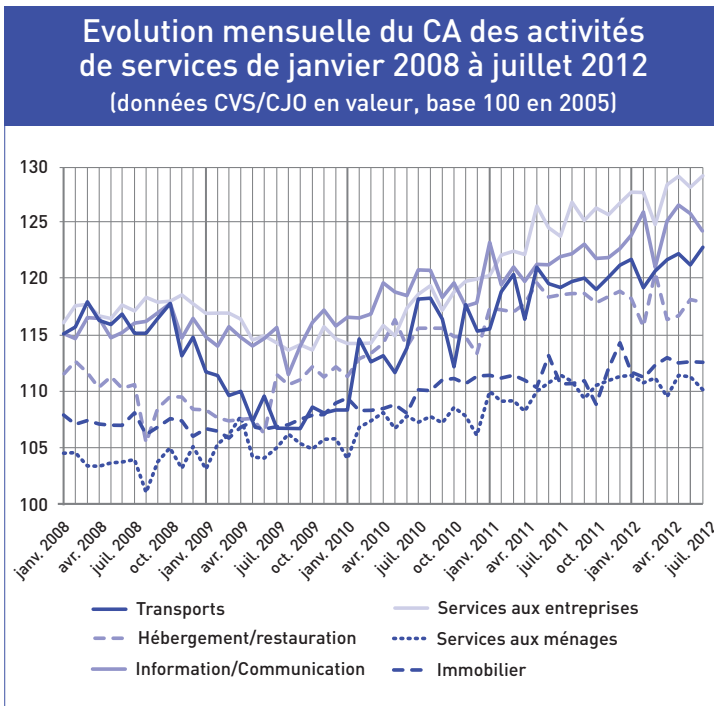
Au mois de juillet 2012, le chiffre d'affaires du secteur des services est au point mort avec un recul de -0,06% par rapport au mois précédent. Le chiffre d'affaires du mois de juin s'était déjà inscrit en léger recul. Le chiffre d'affaires dans les services enregistre un total de quatre baisses depuis le début de l'année 2012 après un plus haut en mai 2012. Au-delà de la volatilité intrinsèque de l'indicateur, le niveau d'activité reste bien orienté avec une progression de +1,6% sur 12 mois. Le risque de stagnation du volume de l'activité – et des prix – d'ici à la fin de l'année demeure bien réel même si l'on ne peut anticiper son ampleur (Cf. page 6 : "Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services")



Source : Insee.

“ Au mois de juillet 2012, le chiffre d'affaires du secteur des services est au point mort avec un recul de -0,06% par rapport à juin ”

Ce mois de juillet est marqué par une contraction du chiffre d'affaires des services aux ménages (-1% par rapport à juin), des services immobiliers, de l'hôtellerie-restauration (-0,3%) et de l'information-communication (-1,2%). Seuls les secteurs du transport (+1,2%) et des services aux entreprises (+0,9%) progressent. Ces séries détaillées soulignent l'évolution en dent de scie des activités de services depuis le début de l'année.



Source : Insee.

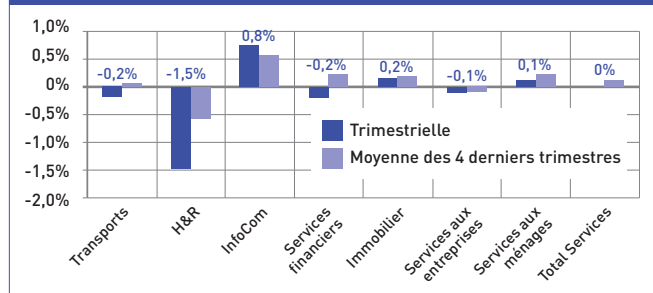
La valeur ajoutée des services

La valeur ajoutée produite par les services stagne au 2^{ème} trimestre. Les services aux entreprises montrent des signes de fragilité.

Les services ont produit 187,4 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit 60,7% de la valeur ajoutée produite par le secteur marchand français au 2^{ème} trimestre 2012. Cependant, le volume de valeur ajoutée produit par les services stagne au 2^{ème} trimestre 2012 comme le souligne le graphique ci-dessous. La progression totale sur un an s'élève néanmoins à +0,4%.

Cette atonie de la croissance a débuté au 2^{ème} trimestre 2011 - les services venaient alors de dépasser leur niveau de valeur ajoutée produite avant la crise. Il semble improbable que cette tendance s'inverse d'ici la fin de l'année 2012. La plupart des projections économiques à cet horizon font état d'une croissance faible mais écartent l'entrée en récession.

Evolution de la valeur ajoutée des activités de services au 2^{ème} trimestre 2012 (en volume, CVS/CJO)

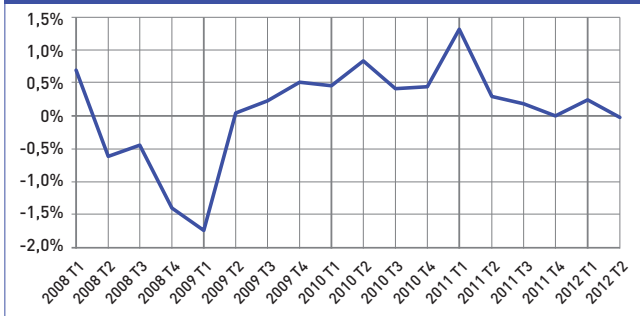


Source: Insee

Parmi l'ensemble des activités de services, les activités d'information/communication (InfoCom) sont les seules qui connaissent au cours du 2^{ème} trimestre 2012 une croissance supérieure à leur moyenne sur un an. L'hôtellerie-restauration (H&R) enregistre son 4^{ème} trimestre consécutif de baisse (soit -6% en valeur annualisée). Les services aux entreprises, qui n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2008, inquiètent à plus d'un titre. D'une part, le recul du 2^{ème} trimestre 2012 fait suite à un 1^{er} trimestre atone (+0,2%) et quatre trimestres de croissance molle. D'autre part, les services aux entreprises sont les seconds contributeurs à la valeur ajoutée des services¹ (26% de la VA produite au 2^{ème} trimestre 2012) et à l'emploi (35% des effectifs salariés). Ce secteur manquera dans le soutien que pourraient apporter les services à l'économie française au cours des deux derniers trimestres de cette année.

Le volume de valeur ajoutée produit par les services stagne au 2^{ème} trimestre 2012

Evolution de la valeur ajoutée du secteur des services du 1^{er} trimestre 2008 au 2^{ème} trimestre 2012 (en volume, CVS/CJO)

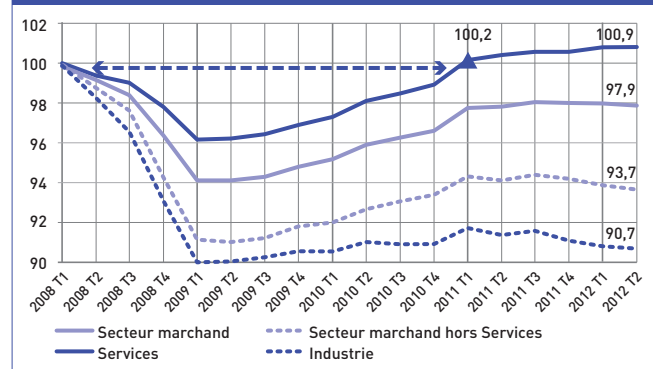


Source: Insee

Les services aux entreprises, qui n'ont pas retrouvé le niveau de valeur ajoutée produite en 2008, inquiètent à plus d'un titre

Ces courbes (ci-contre) soulignent l'influence des services dans l'évolution de la valeur ajoutée du secteur marchand ainsi que leur résilience aux perturbations économiques. Ainsi, début 2011, les activités de services ont dépassé, en moyenne², leur niveau de valeur ajoutée du 1^{er} trimestre 2008. L'effet d'entraînement sur l'ensemble du secteur marchand est d'autant plus important que le reste de l'économie n'a pas encore retrouvé ce niveau de production, et qu'en toute hypothèse il ne le fera pas avant la fin de l'année 2012.

Evolution de la valeur ajoutée dans l'économie française du 1^{er} trimestre 2008 au 2^{ème} trimestre 2012 (en volume, CVS/CJO)



Source: Insee

1 Après les activités immobilières (28%), dont la détermination statistique de la valeur ajoutée produite souffre de biais importants, liés notamment à la comptabilisation des plus-values.

2 L'agrégation de la valeur ajoutée du secteur masque, en effet, quelques disparités. Ainsi, tenant compte d'une perte de volume de production supérieure à 1 milliard d'euros (en volume) au cours de la crise économique survenue à partir du 2^{ème} trimestre 2008 : les activités financières, immobilières et de services aux ménages n'ont jamais passé la barre du milliard d'euros de recul de leur valeur ajoutée ; les activités d'information/communication ont recouvré leur niveau de 2008 au 1^{er} trimestre 2011 ; les services aux entreprises et l'hôtellerie-restauration ne l'ont pas encore atteint.



Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services

Après la nette dégradation du printemps, la situation économique des services semble s'être stabilisée au cours de l'été mais reste fragile.

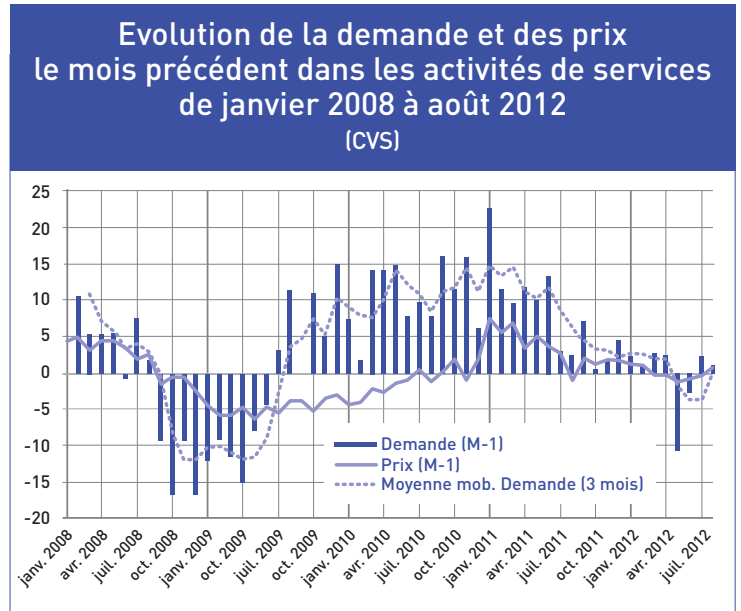
1. Climat des affaires

La situation globale des entreprises de services s'est améliorée en juillet selon les dirigeants (interrogés en août). Il s'agit de la première progression (+0,64 pt) qui met fin à la dégradation continue de cet indicateur enregistrée depuis avril 2011 : pour la première fois depuis 17 mois, les chefs d'entreprises de services considèrent que l'environnement économique ne s'est pas dégradé par rapport au mois précédent. Ce n'est cependant pas encore le signe d'une reprise.

Les inquiétudes et tensions accumulées au cours du 1^{er} semestre 2012 se sont partiellement dissipées au cours de l'été et laissent place à une "rationalisation" de la conjoncture : certes, la situation économique ne s'est pas améliorée, mais les entreprises apparaissent moins fébriles.

2. Evolution de la demande

Après une forte contraction enregistrée en avril 2012, suivie d'une autre de moindre ampleur en mai, la demande adressée aux entreprises de services reprend une évolution positive en juin et juillet (d'après les enquêtes menées en juillet et août), en phase avec le sursaut du climat des affaires. Celle-ci n'est pas suffisante pour permettre à la demande de retrouver son niveau moyen de long terme (mesuré depuis octobre 2002). L'environnement incertain génère des comportements prudents en matière d'achat tant du côté des



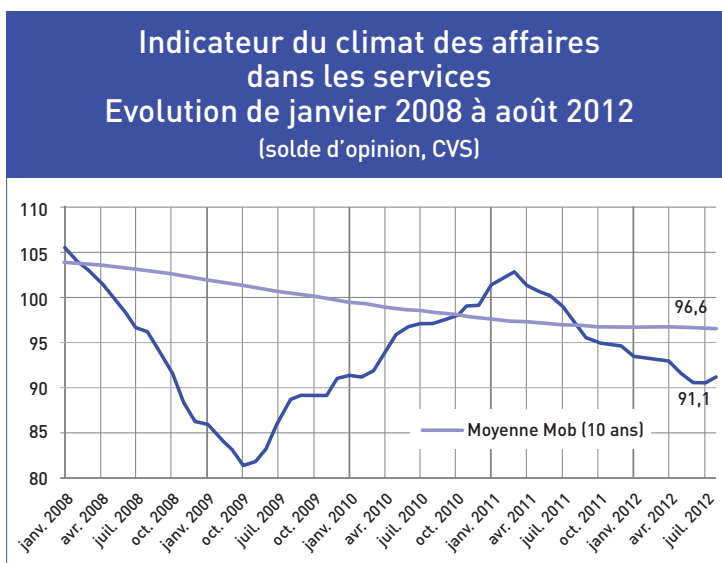
Source : Banque de France, enquête "Conjoncture Industrie et Services", août 2012.

ménages que des entreprises. Si le climat semble plus apaisé après les élections, ce qui pourrait expliquer le léger redémarrage de la demande, les fondamentaux économiques (déficits budgétaires, dettes, atonie de la croissance mondiale ...) demeurent et modèrent l'optimisme et la confiance des acteurs économiques.

3. Evolution des prix des services

Les prix des services ont reculé entre les mois de février et juin 2012 avec un creux marqué en avril qui accompagne la forte contraction de la demande. L'enquête du mois d'août, qui porte sur les évolutions de prix au mois de juillet, met fin à cette série. Cependant, le rythme d'évolution des prix reste faible : il ne parvient pas à dépasser celui des mois qui précèdent leur recul et représente le quart de la progression mensuelle moyenne enregistrée au cours de l'année 2011.

Cette faiblesse des prix des services pourrait avoir un impact négatif sur les marges des entreprises. Elle illustre cet environnement incertain dans lequel les entreprises évoluent avec prudence ; cette modeste hausse des prix ne s'inscrit donc pas dans une logique de rattrapage. Les risques de retournement de conjoncture pourraient être présents jusqu'à la fin de l'année.



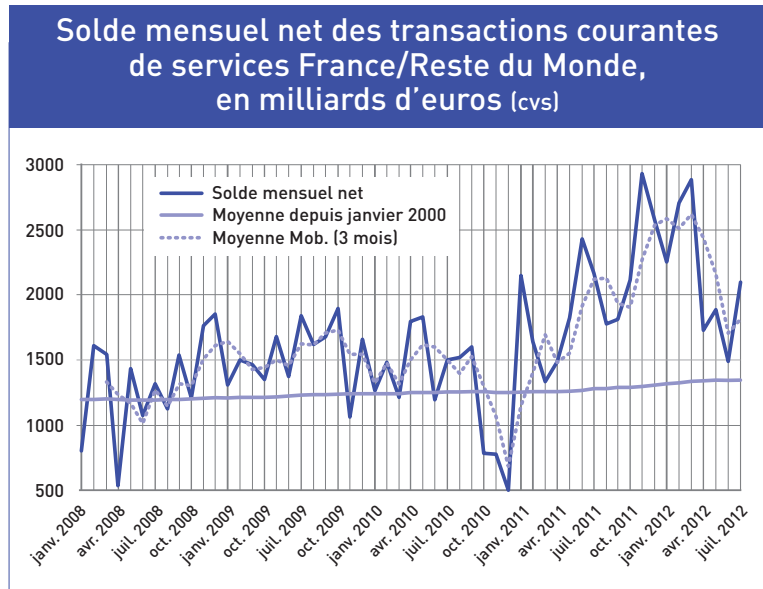
Source : Banque de France, enquête "Conjoncture Industrie et Services", août 2012.

Les échanges extérieurs de services

Le solde mensuel des échanges de services fléchit au 2nd trimestre 2012 et rebondit en juillet. La baisse du taux de change effectif de l'euro joue un rôle dans l'évolution du solde.

Les entreprises françaises de services ont généré un solde positif de 2,1 milliards d'euros au mois de juillet 2012 dans leurs échanges avec le reste du monde. Ce bon résultat intervient après un second trimestre marqué par le recul du solde courant des services, 7,85 milliards sur les trois premiers mois de l'année puis 5,12 milliards pour les trois suivants, soit, en rythme mensuel, 2,6 milliards en moyenne par mois au 1^{er} trimestre 2012 puis 1,7 milliards pour le 2nd trimestre.

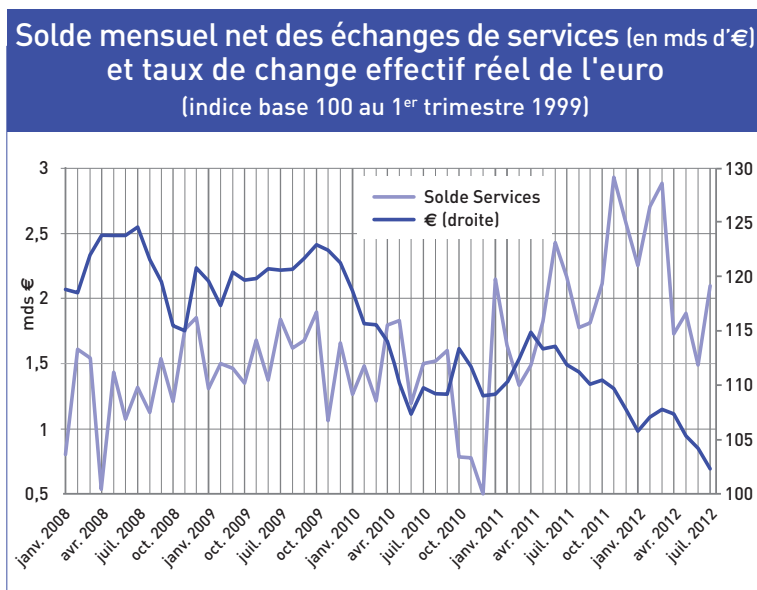
Malgré la baisse du solde courant entre avril et juin, les niveaux mensuels ont connu une forte progression depuis le début de l'année 2011. Mis en perspective, ces résultats sont tout à fait exceptionnels puisque la barre des 2 milliards d'euros de solde mensuel n'avait jamais été franchie depuis la création de cette série statistique (janvier 1997).



Source : Banque de France, Balance des Paiements.

“ La barre des 2 milliards d'euros de solde mensuel n'avait jamais été franchie depuis la création de cette série statistique ”

Parallèlement à ce phénomène, la relation entre la variation du solde des échanges extérieurs de services et celle de l'euro connaît également des changements importants comme le montre le graphique ci-contre.



Sources : Banque Centrale européenne et Banque de France, Balance des Paiements. Taux de change effectif calculé à partir de 12 monnaies, (déflateur : Indice des prix à la consommation).

Depuis le 1^{er} trimestre 2011, le solde courant des services semble s'améliorer à mesure que baisse le taux de change effectif¹ de l'euro. Or dans la période précédente, du 1^{er} trimestre 2005 au second trimestre 2010, ces deux éléments évoluaient davantage dans le même sens, et avec un degré d'interaction plus faible. Ce changement opéré au cours de l'année 2010 pourrait ne pas être étranger aux soldes records survenus l'année suivante. Cela pourrait signifier, à terme, que la balance française des échanges de services verrait croître d'une part son exposition au risque de change et d'autre part son ouverture aux flux commerciaux hors zone euro.

“ Les échanges de services semblent s'améliorer à mesure que baisse le taux de change effectif de l'euro ”

1 Le taux de change effectif représente le taux de change moyen d'une monnaie avec un groupe de devises, généralement celles des principaux partenaires commerciaux.



Le coût du travail dans les services

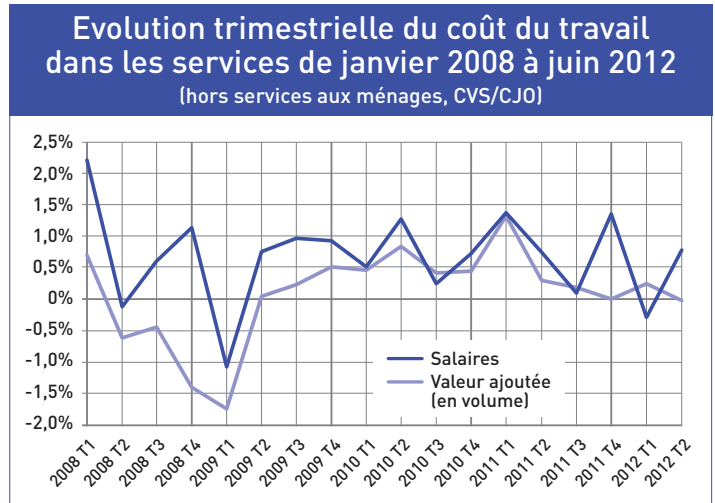
Malgré une croissance de la valeur ajoutée atone, le coût du travail poursuit une progression modérée au 2nd trimestre 2012 (+0,8%). Depuis le 1^{er} janvier 2008, l'augmentation du coût du travail (+10,7%) dépasse celle de l'inflation (+7,5%).

1. Evolution du coût du travail dans les services

Au deuxième trimestre 2012, l'indice de coût du travail des services (hors services aux ménages) a progressé de +0,8% par rapport au trimestre précédent. Cette progression est supérieure à la moyenne trimestrielle observée depuis le 1^{er} trimestre 2008 (+0,6%).

Depuis le début de l'année, la progression totale du coût du travail a été de +0,5% après +2% en 2011 (contre +2,4% en moyenne annuelle depuis 2008). Cette tendance modérée salariale devrait prévaloir jusqu'à la fin de l'année. Les arbitrages budgétaires 2013 du projet de la loi de Finances (PLF) et du PLF de la sécurité sociale débattus cet automne, pourraient modifier le taux de charge sur les salaires.

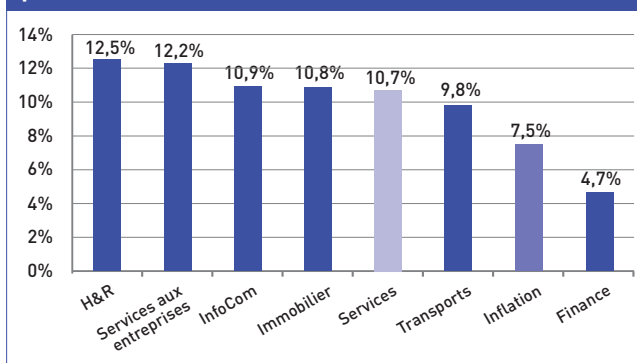
Il existe une bonne corrélation "à la hausse" entre les variations de l'activité (mesurée par la valeur ajoutée) et celles du coût du travail. En revanche, la rigidité réglementaire des salaires implique une plus faible amplitude à la baisse que la VA (ne sont impactés que les salaires des nouvelles embauches).



Source : Insee.

“ Parmi les secteurs des services, l'hôtellerie-restauration connaît la plus forte progression de ses coûts salariaux ”

Evolution cumulée du coût du travail sur la période 1^{er} trimestre 2008/2^{ème} trimestre 2012



Source : Insee.

Parmi les secteurs des services, l'hôtellerie-restauration (H&R) connaît la plus forte progression de ses coûts salariaux. Malgré l'absence de données plus détaillées, cette croissance a été soutenue, dans un contexte économique difficile, par l'engagement d'augmenter les rémunérations nettes dans la restauration suite à l'adoption de la TVA à taux réduit dans ce secteur en juillet 2009. En revanche, la progression du coût de la main d'œuvre est inférieure à l'inflation dans les activités de banques et assurances (Finance). Cela indique l'ampleur des chocs subis en particulier par les établissements financiers au cours de cette période.

L'ensemble du secteur privé français a vu son coût du travail salarié progresser de 10% depuis le 1^{er} trimestre 2008.

2. Evolution du coût du travail par secteur des services

En quatre ans et demi, la progression cumulée du coût du travail dans les services est de +10,7%. Dans l'intervalle (entre juillet 2008 et janvier 2012), le taux moyen de cotisations sociales sur salaires (salariales et patronales confondues) a augmenté de 0,4 point soit une progression de +0,8% qui s'ajoute au +7,5% d'inflation recensés sur la période. La hausse "mécanique" du coût du travail depuis janvier 2008 peut être évaluée à +8,3% environ. Cela constitue toutefois une estimation haute car une part des salaires versés dans les services n'est pas automatiquement indexée sur l'inflation.

Définition

L'indice de coût du travail (base 100 en 2008) représente le coût horaire total supporté par l'employeur. Il intègre donc le salaire ainsi que toutes les charges et taxes afférentes, nettes des subventions et exonérations perçues. Cet indicateur tient notamment compte des variations de taux d'accident du travail, du versement transport, ainsi que des contributions à l'effort de construction et aux comités d'entreprises. Le coût moyen du travail dans les services est l'indice moyen des secteurs apparaissant dans le second graphique, pondéré des effectifs. Cet indicateur n'intègre pas les services aux ménages, statistique indisponible auprès de l'Insee.

Pour plus de détails, voir "Le coût du travail dans l'industrie, la construction et le tertiaire" sur le site internet de l'Insee.

Ouvrage édité par le Groupement
des Professions de services.

Directeur de la publication :
Bérangère de Beaucoudrey

Comité de rédaction :

Jean-Paul Betbèze, Dominique
Calmels, Grégori Colin, Bérangère
de Beaucoudrey, Rémi Malétras.

Edition déléguée : Louisiane - RCS
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 010/2012

ISBN : 978-2-918995-19-7

Dépôt légal octobre 2012

Contact presse : Isabelle Mas
Vae Solis - Tél. 01 53 92 80 10
isabelle.mas@vae-solis.com

© GPS 2012 tous droits réservés

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 25 fédérations de services membres du Medef et près de 27 grandes entreprises.

Les services sont aujourd'hui un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil)
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes

Ce "baromètre trimestriel des services" présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat "services" correspond à ce que les nomenclatures standard nomment "tertiaire marchand" hors commerce. Avec 8,9 millions de personnes, ce champ représente 35,2% de l'emploi intérieur total en 2011 et a généré 46% de la valeur ajoutée totale (814 milliards d'euros).

